



# **Le financement du changement climatique: L'accès de l'Afrique aux Fonds Conventionnels**

## **Note de synthèse de l'événement parallèle de haut niveau à la CdP-18**

**Date: 3 décembre 2012**

**Horaire: 15h30 – 17h00 ou 17h30**

**Lieu: Pavillon UE, QNCC**

### **I. CONTEXTE**

Le financement du changement climatique est une préoccupation majeure pour l'Afrique dans sa quête du développement durable et sa transition vers une économie verte. Une étude récente de la BAD a évalué les coûts d'adaptation en Afrique à environ 20 à 30 milliards de dollars par an pour les 10 aux 20 prochaines années. En outre, les coûts suscités par la conquête africaine d'une croissance à faible intensité de carbone pourraient atteindre 9 à 12 milliards de dollars par an d'ici 2015. Le financement qui est actuellement destiné au continent est loin de répondre à ces besoins.

Les efforts de la communauté internationale et des pays africains pour améliorer l'accès au financement climatique en Afrique ont eu des résultats significatifs ces dernières années. Cependant, les flux actuels restent insuffisants pour répondre aux besoins réels de l'Afrique. À ce jour, l'Afrique n'a pas bénéficié de ressources financières pour le financement climatique de la part de ses partenaires au développement multilatéraux et bilatéraux qui correspondent aux besoins futurs probables. On estime que l'Afrique n'a reçu que 435 millions de dollars de financement multilatéral du changement climatique en 2009-2010, soit seulement 4% du total de ces flux.

Les flux climatiques des partenaires bilatéraux au développement ont toujours été plus importants en Afrique. Des fonds climatiques spécifiques focalisent de plus en plus sur le soutien aux pays africains. Ces fonds ont approuvé environ 2,9 milliards de dollars le financement climatique pour l'Afrique. Bien que cela soit faible en termes absolus, ils ont tendance à être plus favorables à l'Afrique, en particulier pour l'adaptation.

La division actuelle entre le financement de l'atténuation et de l'adaptation (95%:5%) contraste avec les estimations de coûts. Ceci est particulièrement problématique en Afrique, où les besoins d'adaptation sont déjà manifestes et où les capacités locales et nationales d'adaptation sont limitées.

Dans l'ensemble, les pays africains, en particulier les moins développés, sont confrontés à certains défis à chaque étape de l'octroi du financement climatique. Ceux-ci doivent être

considérés et traités dans tout nouveau mécanisme, en particulier ceux de la Convention, en vue d'améliorer l'efficacité, l'équité et l'accessibilité au financement par les pays africains.

Une question importante qui doit être abordée est celle du faible taux de participation africain dans ces fonds mondiaux. Bien que les fonds bilatéraux puissent avoir leurs cibles géographiques spécifiques, les fonds de la CCNUCC ciblent tous les pays en développement, notamment les pays africains. Il est donc important que des discussions franches aient lieu sur les opportunités et les contraintes à l'accès de l'Afrique aux fonds climatiques de la CCNUCC.

La Banque africaine de développement organise un événement parallèle à la CdP18 pour réunir des acteurs importants dans le milieu de la finance climatique pour discuter des perspectives et des défis à l'accès de l'Afrique aux financements climatiques. Il est à espérer que les discussions pertinentes lors de cet événement parallèle conduiront à des mesures concrètes pour relever ces défis dans les fonds existants, tout en contribuant à un Fonds vert pour le climat plus accessible.

## **II. DEFIS ET OPPORTUNITES**

### **Défis**

Bien que le flux monétaire brut soit important, les modalités de mise en œuvre des projets et programmes peuvent également déterminer sa légitimité et son efficacité. Dans ce contexte, le paradigme actuel du financement climatique a souvent échoué dans sa réponse aux besoins de l'Afrique. Certains de ces fonds ont des procédures d'accès extrêmement lourdes, avec une complexité inutile et des goulets d'étranglement bureaucratiques qui retardent la mise en œuvre des plans de développement nationaux.

Beaucoup de caractéristiques uniques au continent n'ont pas été prises en considération dans la conception des fonds mondiaux existants, notamment la nécessité de fournir un financement plus important pour l'adaptation au changement climatique. Il est donc important que les ressources promises en vertu de l'Accord de Copenhague et des Accords de Cancun qui seront gérés par le Fonds vert pour le climat répondent de manière adéquate aux besoins du continent et d'accroître l'accès au financement climatique.

L'Afrique a une capacité limitée dans de nombreux domaines tels que l'analyse des politiques, le savoir en matière de changement climatique et la formulation de projets, ce qui sape la capacité du continent à accéder aux ressources climatiques financières, et conduit à une capacité d'absorption limitée pour recevoir et gérer des fonds à grande échelle. Il y a un besoin significatif pour renforcer la capacité des pays africains à accéder et gérer le financement climatique.

Les défis les plus spécifiques à l'Afrique liés à la distribution et à l'accès au financement climatique sont énumérés ci-dessous:

1. L'accent sur le financement de projets qui augmente les coûts de transaction associés aux projets existants qui impliquent un grand nombre d'arbitres.
2. Les faibles capacités nationales et cadres institutionnels qui sont incapables de satisfaire les normes fiduciaires nécessaires pour un accès direct.

3. De nombreux fonds du changement climatique, comme les politiques d'aide publique au développement (APD), sont souvent liés à des facteurs externes tels que la gouvernance, les droits de l'homme, la transparence, qui entravent la capacité des entités nationales à accéder à ces fonds.

## **Opportunités**

Il existe des possibilités d'accroître la disponibilité des fonds suffisants pour développer la capacité à faire face au changement climatique dans le contexte plus large du développement durable, la cohésion sociale et la réduction des vulnérabilités en Afrique. À cet égard, les synergies entre le changement climatique et les priorités de développement deviennent très importantes.

1. Les efforts continus pour développer le Fonds vert pour le climat présentent une occasion pour la communauté internationale d'examiner et d'évaluer les fonds précédents, ainsi que d'identifier les lacunes et les obstacles.
2. Le financement de l'adaptation au changement climatique et des efforts d'atténuation peuvent simultanément adresser les questions de la réduction de la pauvreté et celles du développement durable en Afrique. Les pays sont donc impatients de voir un organisme du Fonds vert pour le climat qui prévoit la mobilisation et la gestion efficace des ressources financières qui peuvent être facilement et rapidement accessibles.
3. Trouver un accord sur un concept clair pour un financement à long terme sur le plan international, qui faisait défaut à un plan de financement à mise en place rapide, appuierait une compréhension commune et les attentes des financements à long terme.
4. Ces dernières années, la Banque africaine de développement a constaté une plus grande disponibilité des fonds ainsi que des programmes de renforcement des capacités à travers des fonds d'investissement climatique, le fonds pour l'environnement mondial, les fonds fiduciaires et les obligations énergétiques. La Banque africaine de développement a aidé ses pays membres régionaux à accéder à ces fonds et plusieurs enseignements sont à tirer des leçons pour avancer.

## **III. OBJECTIFS ET RESULTATS DE L'ÉVÉNEMENT**

### **Objectifs**

Informé par les négociations en cours de la CCNUCC et les efforts actuels pour développer et rendre opérationnel le Fonds vert pour le climat, l'événement de haut niveau vise à atteindre les objectifs suivants:

- Discuter et dévoiler les questions liées au financement du changement climatique en Afrique, en mettant l'accent sur le mécanisme financier de la Convention, et les

opportunités et les défis pour atteindre un résultat significatif pour le Fonds vert pour le climat à la CdP 18.

- Permettre un dialogue entre les organisations travaillant sur les finances et le développement, et fournir un espace pour une discussion politiquement pertinente basée sur la pratique sur les expériences régionales par la Banque et les partenaires des organisations régionales et multilatérales.
- Identifier les options pour améliorer l'accessibilité des pays africains aux futurs instruments du financement climatique, y compris le Fonds vert pour le climat et le Fonds vert pour l'Afrique, y compris les besoins en capacité pour accéder et gérer les fonds.
- Faire le point sur le débat mondial actuel sur le financement climatique et l'efficacité du développement, afin de voir la manière dont cela s'inscrit dans le discours sur la croissance verte.
- Mettre en valeur les expériences de la Banque africaine de développement en matière de financement climatique et de développement à ce jour, et réfléchir aux opinions mondiales et régionales sur le débat en cours sur le Fonds vert pour le climat et le lien avec les efforts de la Banque pour développer un Fonds vert pour l'Afrique.

### **Résultats attendus**

Il est attendu que l'événement parallèle ait les résultats suivants:

1. Accroître la sensibilisation, les connaissances et les idées sur les questions du financement climatique en Afrique et sur la manière d'améliorer l'accès de l'Afrique au financement climatique. Cela permettra de renforcer la position de l'Afrique dans les négociations internationales sur le changement climatique, en vue d'assurer des réflexions adéquates sur les préoccupations du continent et les priorités dans un régime post-2012 international de changement climatique.
2. Une meilleure connaissance et compréhension du mécanisme du financement actuel et futur et des initiatives institutionnelles, ainsi que des politiques et leurs impacts sur l'Afrique et son programme de développement.
3. Une meilleure compréhension des défis et des opportunités liés au financement du changement climatique en Afrique et leurs rôles dans la réalisation du développement durable et de la transformation économique du continent.
4. Des décideurs et des praticiens à jour et mieux informés en Afrique sur les diverses questions autour du développement et de la mise en œuvre du financement climatique.

### **IV. PUBLIC CIBLE**

La réunion de haut niveau va garantir l'engagement des partenaires régionaux et mondiaux concernés. De cette manière, il est prévu de réunir les décideurs de haut niveau des états membres africains et leurs communautés économiques régionales, des représentants officiels ou des délégués et des négociateurs de pays africains, des chercheurs internationaux, des scientifiques, et des spécialistes en sciences et technologie avec un accent particulier sur l'Afrique, la communauté des praticiens (secteur privé, société civile, les médias et des auteurs indépendants), ainsi que des représentants d'institutions mondiales et régionales multilatérales qui travaillent directement sur le programme du financement climatique.

## **V. QUESTIONS CLES**

Les principales questions qui pourront être traitées lors de la réunion de haut niveau sont les suivantes:

1. Quel est le statut du niveau de financement disponible pour les divers mécanismes de financement du climat dans le cadre de la CCNUCC ?
2. Quelles ont été les expériences des pays africains dans l'accès et la gestion du financement du changement climatique dans le cadre de la convention ?
3. De quelle manière la CCNUCC relève-t-elle ces défis et contraintes ? De quelle manière la BAD et d'autres organisations multilatérales qui agissent comme entités d'exécution traitent de ces défis ?
4. Comment les projets et programmes en Afrique peuvent-ils être planifiés et structurés pour pouvoir accéder à un financement international du changement climatique et à d'autres sources de financement?
5. Quelles leçons peut-on tirer en ce qui concerne l'accès direct, et lesquelles sont pertinentes pour l'élaboration d'un accès direct dans le cadre du Fonds vert pour le climat ?
6. Comment les pays africains peuvent-ils mieux se positionner pour être prêts à accéder Fonds vert pour le climat ?
7. Quel pourrait être le rôle des autres fonds conventionnels (FEM, Fonds d'adaptation) à l'avenir une fois que le FVC sera pleinement opérationnel ?
8. Comment la Banque africaine de développement peut-elle améliorer davantage l'accès de l'Afrique à ces fonds conventionnels ?

9. Comment le projet de Fonds vert pour l'Afrique pourra-t-il s'intégrer et compléter l'architecture actuelle du financement climatique ?

## VI. ROLES DES PANELISTES ET RESPONSABILITES

| ROLE                            | NOM                          | POSITION  |
|---------------------------------|------------------------------|---|
| <b>MODERATEUR</b>               | A définir                    |   |
| <b>PRESENTATION D'OUVERTURE</b> | Anthony Nyong                | Manager, Division de la conformité et de la sauvegarde, BAD |
| <b>PRESIDENT</b>                | Rhoda Tumusiime              | Commissaire de l'UA pour l'économie rurale et l'agriculture |
| <b>PANELISTE</b>                | Naoko Ishii                  | Président du FEM  |
| <b>PANELISTE</b>                | Donald Kaberuka              | Président de la Banque africaine de développement           |
| <b>PANELISTE</b>                | Luis Alberto Santos Michetti | Président du Conseil du Fonds d'Adaptation                  |
| <b>PANELISTE</b>                | Zaheer Fakir                 | Vice-Président du Conseil du Fonds Vert pour le Climat      |
| <b>PANELISTE</b>                | Carlos Lopes                 | Secrétaire Exécutif, CENUA                                  |
| <b>PANELISTE</b>                | Terezya Huvisa               | Présidente de la CMAE                                       |
| <b>PANELISTE</b>                | A définir                    | Représentant Senior de l'Union Européenne                   |

### MODERATEUR

Fournir une vue d'ensemble des raisons qui ont mené à cette discussion ; présenter les panélistes et le présentateur de la session d'ouverture, en expliquant leurs positions et pourquoi leur expérience est pertinente pour cette discussion. Le modérateur animera deux tables rondes et la session générale des questions/réponses.

### PRESIDENT

Coordonnera la session sur le lancement du rapport, et clôturera officiellement l'événement parallèle.

### PRESENTATEUR A L'OUVERTURE

Donnera un aperçu des questions clés pour définir la scène pour le panel de discussion.

### PANELISTES

Tous les panélistes présenteront leurs points de vue et répondront aux questions du modérateur, en fonction de leur expérience professionnelle, et fourniront des recommandations concrètes.

## **VII. Proposition de programme**

- 15:30 – 15:35:**       Remarques de bienvenue et d'introduction par le Modérateur
- 15:35 – 15:50:**       Présentation de lancement sur « *Le financement du changement climatique, défis et opportunités pour l'Afrique* »
- 15:50 – 16:00:**       Lancement du rapport par le Président de la BAD :  
« *Opérationnaliser le Fonds vert pour le climat : accroître l'accès de l'Afrique* ».
- 16:00 – 16:40:**       Réunion-débat
- 16:40 – 16:55:**       Session générale de questions-réponses
- 16:55 – 17:00:**       Remarques de clôture par le Président
- 17:00 – 17:30**       Conférence de presse